

**Seul le texte prononcé fait foi !**

**LE PRESIDENT**



**DE LA ROUMANIE**

**DISCOURS**

**de Monsieur ION ILIESCU, Président de la Roumanie,  
lors des travaux de la session du Comité préparatoire du  
Sommet mondial sur la Société de l'Information**

*- Genève, le 17 février 2003-*

*Distingués participants,*

*Mesdames et Messieurs,*

Je constate avec plaisir que les préparations pour le Sommet mondial sur la Société de l'Information, initié par l'Union Internationale des Télécommunications, connaissent une nouvelle étape, où l'on peut déjà évaluer les résultats de certaines Conférences interministérielles régionales, telle celle pan-européenne de Bucarest, tenue en novembre 2002.

La conférence de Bucarest, qui a rassemblé plus de 1200 délégués, a représenté un effort collectif significatif, au niveau pan-européen, à définir clairement les éléments constitutifs d'une Société de l'Information, les étapes de passage à une telle société, les actions sur le plan législatif, institutionnel, administratif, en vue de structurer le partenariat public-privé, et aussi les critères d'évaluation de la réussite du projet. En même temps, on a mis en question les modalités et les instruments d'action sur le plan politique, économique, social et culturel visant à organiser la Société de l'Information et la Nouvelle économie, fondée sur le savoir.

Lors de la réunion, on a souligné l'importance et la nécessité de coordonner et rendre cohérentes les actions et les efforts de ceux concernés, en harmonisant les approches spécifiques au niveau national et régional, à partir d'une vision politique consensuelle, qui jouisse de l'appui des gouvernements, et à partir d'un Plan mondial d'action.

Ce sommet mondial est d'autant plus nécessaire que, en dépit du boom de l'Internet, la révolution dans le domaine des ordinateurs et des télécommunications n'est qu'au début. Dans les quelques décennies à venir, l'Internet et les technologies associés transformeront à fond la réalité, tant dans la sphère de l'économique, des relations inter-humaines, que dans celle du politique, en créant les prémisses de l'évolution de la démocratie représentative vers la démocratie directe.

Il vaut la peine de méditer, à partir de la vitesse avec laquelle se déroulent les processus dans ce domaine, au contraste entre la réalité et le contenu de la « Déclaration d'Indépendance du Cyberespace » publiée en 1996 par John Perry Barlow : *« Gouvernements du monde industriel, géants fatigués de chair et d'acier, je viens du cyberspace, nouvelle demeure de l'esprit. Au nom de l'avenir, je vous demande, à vous qui êtes du passé, de nous laisser tranquilles. Vous n'êtes pas les bienvenus parmi nous. Vous n'avez aucun droit de souveraineté sur nos lieux de rencontre! »*

Nul n'est prophète en son pays! Après seulement cinq ans depuis que le manifeste de Barlow fut lancé, nous nous sommes aperçus que nous sommes tous confrontés à un effort qui n'exclue personne. Les gouvernements jouent un rôle important, et ils sont des partenaires naturels et à ne pas éviter tant pour le secteur industriel-financier privé que pour les services publics.

John Perry Barlow se trompait toujours quand il pensait que l'Internet donnerait naissance à une Nouvelle économie, opposée à une soit-dite Vieille économie, celle du monde industriel. On est loin de ça. L'existence de la Nouvelle économie n'a fait que renforcer la vieille économie, elle ne l'a pas substituée. Cette approche maximaliste nous oblige à

considérer avec plus d'attention notre mission. Peut-être avons-nous enfin appris des leçons du passé, un passé où nous n'avons pas réussi à nous mettre d'accord sur une bonne utilisation de certaines technologies importantes, qui se sont tournées contre nous.

Je partage cependant le credo de la fin du manifeste, car il exprime un désir commun à nous tous : « *Nous allons créer une civilisation de l'esprit. Puisse-t-elle être plus humaine et plus juste...* ». Nous avons réellement besoin d'une civilisation de l'esprit, qui mette en valeur l'énorme capital humain pas encore utilisé, qui existe tant dans les pays industrialisés mais surtout dans ceux en cours de développement. C'est pourquoi nous devons agir pour créer les conditions de l'apparition et de la généralisation des structures de l'économie fondée sur le savoir.

Nous avons cependant besoin d'un monde plus humain et plus juste. Plus humain, c'est-à-dire plus démocratique, où les droits et les libertés du citoyen se généralisent et doivent être respectés. Plus juste, par la réalisation d'une distribution plus équitable des biens au niveau mondial.

De cette perspective, la « Société de l'Information » est, pour la Roumanie, une chance unique, dirais-je, de réduire dans un court délai historique, les grands décalages de développement qui la séparent des pays industrialisés.

Le problème des décalages de développement est devenu un problème global, qui a besoin de réponses globales. Nous ne pouvons plus imaginer des îles de prospérité dans une mer de pauvreté. Ce n'est pas par hasard qu'on a consacré à ces problèmes les Sommets de Monterrey et de Johannesburg en 2002.

A la polarisation sociale, à la faille qui sépare les riches des pauvres on ajoute aujourd'hui ce qu'on appelle « Digital Divide », le décalage entre ceux qui ont accès au savoir et ceux qui ne l'ont pas. « Digital Divide » peut accentuer le processus d'appauvrissement, si l'on ne prend pas de mesures en vue de le contrecarrer.

De ce point de vue, la « Société de l'Information » doit être un accélérateur des processus de développement durable au niveau mondial, dans le but de réduire les décalages entre les pays riches et ceux pauvres et un instrument de la bonne gouvernance.

La Société de l'Information est structurée comme une société du savoir. D'ici, l'accent mis par la Roumanie sur l'éducation, surtout sur l'éducation des jeunes. Nous avons l'intention de doter, jusqu'en 2004, les écoles roumaines d'environ 500000 d'ordinateurs ; nous désirons développer fortement l'industrie de software, qui devienne un futur moteur de la croissance économique durable.

Afin de mettre à profit le potentiel offert par les nouvelles technologies, par l'Internet, nous nous proposons la mise en oeuvre de puissantes plate-formes éducationnelles, instruments très nécessaires dans le processus d'enseignement. Nous voulons créer, dans ce contexte, la Bibliothèque Nationale Virtuelle.

De même, les applications numériques sont essentielles pour la gestion des processus économiques.

Confrontée à une faible capacité institutionnelle, à la bureaucratie et à la corruption, la Roumanie a introduit, pendant les dernières deux années, les instruments de la gouvernance électronique, au niveau de l'administration centrale et des administrations locales, y compris les enchères électroniques. Les résultats sont prometteurs, au niveau des coûts, de l'efficacité, mais aussi de la transparence.

Les thèmes discutés lors de la réunion pan-européenne de Bucarest ont reflété ces domaines prioritaires d'intérêt, qui nous concernent au plus haut niveau.

Des concepts tels « e-gouvernement », « e-administration », « e-règlement » (normes et standards), « e-enseignement » ou « e-inclusion » répondent aux besoins de la société moderne, à l'impératif de la bonne gouvernance, de la croissance de la qualité de vie, du maintien de la diversité

culturelle et de la pluralité linguistique, de l'affirmation de la créativité des individus, du respect du principe de l'égalité des chances.

En même temps, nous définissons de nouveaux modèles d'interaction, dans l'esprit de la bonne gouvernance, entre les principaux acteurs institutionnels : le gouvernement, le parlement, les ministères, les services publics, les entreprises privées, la société civile, le média.

*Mesdames et messieurs,*

Comme je faisais remarquer également lors de l'ouverture des travaux de la Conférence préparatoire de Bucarest, les technologies de l'information en elles-mêmes ne règlent pas les problèmes de développement des nations et ne sont pas une panacée universelle. Elles ne peuvent que renforcer des phénomènes et des processus positifs, si elles sont employées proprement, dans le cadre des systèmes politiques et économiques ouverts, qui cherchent l'optimum du point de vue des coûts sociaux. Autrement dit, la Société de l'Information est éminemment démocratique. De l'autre côté, même au sein des sociétés démocratiques on a besoin des efforts soutenus en vue de démocratiser l'accès à l'information.

Entre le développement et la démocratie il y a un lien aussi direct que possible. Comme pendant les dernières années on parle de plus en plus souvent d'une crise de la démocratie représentative, il y a tendance à attribuer une partie de la faute aux nouvelles technologies, qui permettraient la propagation d'un modèle culturel unique et mènerait à l'uniformisation des moyens de consommation, à la dé-responsabilisation du citoyen et à la réduction de celui-ci à la simple dimension de consommateur. Ce pourrait être la moitié vide du verre.

La moitié pleine est représentée par le fait que les structures de la Société de l'Information permettent le développement de nouvelles formes de la solidarité sociale, de

la vie communautaire et de la démocratie directe. Nous nous trouvons devant l'opportunité inespérée de créer une société démocratique au niveau global, à travers la généralisation des droits et des libertés du citoyen et la constitution de la société civile globale.

Au cours de ce processus, l'Europe, qui se trouve en plein processus de réunification et de création d'une identité européenne, est appelée à jouer un rôle-clé, grâce au **modèle social européen**, qui joint les exigences du développement économique aux besoins d'une protection sociale efficiente.

La dimension sociale est un élément déterminant de la « Société de l'Information », qui implique l'existence de certains services publics d'éducation performants, accessibles et un large milieu de recrutement des élites politiques, économiques et culturelles, mais aussi des systèmes renforcés de solidarité sociale.

De nombreuses questions que j'ai évoquées se retrouvent dans la « Stratégie nationale pour promouvoir la Nouvelle économie et la Société de l'Information », récemment élaborée et approuvée par le gouvernement de la Roumanie après d'amples consultations avec ceux intéressés et suite à un débat public approfondi. Elle a été élaborée de la perspective de l'intégration de la Roumanie à l'Union Européenne.

A la fin, je voudrais aborder un aspect moins discuté, mais directement lié aux conséquences du processus d'édification d'une « Société de l'Information ». Cet aspect comporte deux éléments. L'un est représenté par la dépendance des sociétés post-industrielles de la technologie et les vulnérabilités qui en découlent.

« La Société de l'Information » augmentera énormément notre dépendance de technologies, c'est pourquoi il est naturel et légitime de construire un cadre légal et les mécanismes pour sa mise en œuvre qui nous permettent de nous défendre contre tous ceux qui désirent tirer parti des opportunités offertes par la technologie de pointe en vue d'attaquer tout d'abord les valeurs structurant la nouvelle organisation sociale. Assurer la sécurité

de l'information devient un problème crucial dans le futur proche.

Un autre aspect : si nous voulons garantir à tous l'accès à la nouvelle économie mondiale organisée en réseau, si l'on veut réduire ainsi les décalages de développement, il faut conserver quand même la diversité et la vigueur des cultures locales. Détruire cette diversité culturelle, le fruit d'une évolution millénaire, aurait des conséquences dévastatrices sur l'avenir, tout comme la perte de la bio-diversité biologique.

La Société de l'Information doit être celle de la moralité de la science et de la responsabilité du citoyen, de la démocratie, du développement et de la paix. On ne peut pas accepter la transformation de l'Internet et des réseaux de communications, des milieux d'information en vecteurs de propagation de la haine, du fanatisme religieux, de la xénophobie et du racisme, en instruments des structures du terrorisme international et du crime organisé.

L'époque où nous vivons est non seulement l'époque de l'accès à l'information, mais aussi celle de la recherche permanente de l'équilibre entre les impératifs de l'économie et les besoins de la société, de la réorganisation de nos rapports avec le monde et nos semblables, de la croissance de notre participation et implication dans la vie de la société.

Je vous remercie de votre attention.